L'Anarcho-Syndicaliste n°7
octobre 1973
Organe des groupes Fernand PELLOUTIER

L'AUTOGESTION DÉMOCRATIQUE...

"Anarcho-syndicalisme" ne pouvait paraître sans qu'il y soit question de l'affaire Lip. Cette lutte qui semble enrichir les traditions de combat du mouvement ouvrier fit couler beaucoup d'encre et des flots de paroles; elle continue à le faire.

Du Canard Enchaîné au Nouvel Observateur en passant par l'Humanité (je n'ai pas lu France-Soir), chacun se plait à reconnaître la combativité et l'acharnement des "lipiens".

Que le trésor de guerre se trouve à l'archevêché ne nous intéresse pas, il reste qu'il convient de parler sérieusement du conflit Lip!

Une grève est une chose sérieuse, elle est la guerre ouverte contre le Capital. Qu'en est-il de Lip?

Nous ne ferons pas un historique, nous contentant de dire que le conflit eut ses origines dans une mauvaise gestion et une volonté délibérée de sabordage de l'entreprise. Nous savons qu'au delà du conflit Lip, se pose, avec une acuité sans cesse accrue, le problème de l'emploi. Les travailleurs de la SNIAS en savent quelque chose et ils ne sont pas las seuls.

Le capitalisme a ses lois dictées par ses intérêts que seule peut contrecarrer la lutte des travailleurs et de leurs organisations syndicales.

Que s'est-il passé à Besançon?

Disons tout de suite que le mécontentement et les craintes des travailleurs de chez Lip ont été savamment entretenus pour tout autre chose que pour: le droit au travai, le maintien des avantages acquis et contre les licenciements.

Comme en d'autres temps au *Joint Français* à St-Brieuc et à Nantes chez *Paris*, la C.F.D.T. a "réussi" une de ces actions exemplaires, comme les aiment tant ceux qui refont le calendrier des saints, et qui la met sur l'avant-scène du socialisme.

Comme pour le *Joint Français*, la grande presse était là, la même qui était curieusement absente et n'a pas dit un seul mot (Humanité comprise!) de la grève du bâtiment l'an dernier à Nantes. Ce n'est pas un hasard!

A travers le conflit Lip, c'est toute une idéologie et une politique que l'on veut faire passer. La grande presse est là car Lip ne menace pas réellement l'ordre établi, le capital, même si ce conflit gêne quelque peu l'actuel gouvernement.

Que veut-on faire de Lip?

Pour les hommes de gauche: en parler le plus possible! Pour Edmond Maire: *"Cette situation* (le conflit Lip) *permet à l'union des forces populaires d'améliorer son unité par un contenu revendicatif plus progressiste, plus novateur ...*
Il s'agit de reprendre avec la C.G.T. le débat sur le socialisne et, si la C.G.T. accepte de s'engager dans cette voie on peut arriver à un accord significatif. Les partis politiques pourront alors s'ils le veulent inscrire tout ou partie des objectifs interconfédéraux dans leur programme de gouvernement qui tiendra compte des aspirations syndicales et les syndicats auront, en pleine indépendance, toute leur place dans l'union des forces populaires".

Cet interview accordé au Monde représente tout un programme dont nous aurons à reparler, il nous

entraine bien loin du conflit Lip et l'on voit quel cas se fait Maire des 1.300 employés de Lip menacés de chômage et des 6.000 salariés des entreprises sous-traitantes qui vivent de l'usine Lip.

Ce même "Monde" du 8 Août nous apprend qu'à Grenoble *"inquiets de leur avenir, le personnel de la chocolaterie Cémoi créé un Comité de Coordination pour le contrôle de l'entreprise ... Il ne s'agit pas de parler de co-gestion, encore moins d'autogestion mais de former un comité chargé de contrôler quotidiennement la gestion de la société".*

Que voulez-vous, les capitalistes gèrent mal leurs affaires, il est bon que les syndicalistes leur donnent un coup de main!

Tel doit être en tout cas, l'avis de Michel Rocard qui voit dans Lip une *"expérience exceptionnelle de contrôle ouvrier".* Lui aussi, comme Ednond Maire pense qu'à travers le conflit Lip *"Séguy et Marchais semblent avoir compris beaucoup de choses".* Et ne voilà-t-il pas que PSU et Parti Communiste se rencontrent pour confronter leurs positions sur l'Autogestion et sur la gestion démocratique!

Grâce à Lip, c'est le grand amour à Gauche. Pourvu que Lip dure ...

Le mariage sera célébré par Monseigneur Lallié, archevêque de Besançon, les témoins étant les co-leaders du Comité de soutien de Lip: Charles Piaget d'une part, le père dominicain Jean Ragenes d'autre part!

Bernard B0LZER

LE CONGRÈS DU S.N.I. ET LES POSITIONS DE LA F.E.N.

Le Congrès National du SYNDICAT NATIONAL DES INSTITUTEURS (S.N.I.) s'est déroulé du 1er au 4 Juillet 1973. Outre la discussion sur le rapport moral deux questions principales étaient inscrites à l'ordre du jour:
- question sociale: la Sécurité Sociale;
- question pédagogique: la scolarisation des enfants d'immigrés.

Ces deux thèmes sont fort intéressants, cependant nous nous préoccupons plutôt d'analyser le rapport moral et son complément, qui permettent de comprendre plus que les autres questions, les préoccupations majeures du syndicat.

Le congrès de Pau venant après l'élection au printemps du Bureau National - élection qui a reconduit en la fortifiant l'équipe dirigeante avec 19 sièges sur 30 - c'est sans surprise que le rapport moral présenté par André Ouliac a recueilli 54,96 % des mandats - soit 2,79 % de plus que celui adopté au précédent congrès à Nantes en 1971. 54,96% contre 40,64% et 4,18% en abstentions. Ces chiffres montrent, si besoin en est, que l'on ne pouvait pas s'attendre à des revirements spectaculaires, de prises de positions contradictoires au passé récent. Nous avons cependant noté une évolution inquiétante dans plusieurs domaines.

INDEPENDANCE DU SYNDICAT:

Nos camarades majoritaires se réclament des Chartes d'Amiens (1906) et de Toulouse (1936) qui définissent l'une comme l'autre en termes clairs: *"la double besogne quotidienne et d'avenir du syndicat dans l'indépendance absolue à l'égard du pouvoir, du patronat, des Eglises, des Partis politiques et d'une façon générale des groupments extérieurs à lui, laissant le choix au syndiqué de professer en dehors du groupement corporatif les opinions politiques, philosophiques et religieuses de son choix, lui demandant la réciprocité, dénonçant toujours le triple danger d'intégration à l'Etat, de mise en tutelle par un parti politique, de limitation de son rôle au seul plan corporatif".*

Cette notion d'indépendance du mouvement syndical est à nos yeux incompatible avec les affirmations du secrétaire général du SNI à Pau selon lesquelles la participation *"au magnifique et enthousiaste meeting du 1er Décembre 1972 à la porte de Versailles"* - meeting d'union des partis de gauche pour la présentation du programme commun - se justifiait par *"l'espoir"* soulevé par ce programme de gouvernement. Ces propos n'ont rien d'étonnant lorsque l'on sait que les réformistes du SNI se félicitent de *"l'évolution interne du parti socialiste"* dont "la restructuration a été un élément important de l'opposition au régime", opposition ayant précédé et permis d'ouvrir la voie à la signature du programme des partis de gauche.

De toute évidence, la traditionnelle notion d'indépendance du syndicat qui est un de nos points d'accord avec les réformistes de la F.E.N. et de F.O. a été, quoi qu'on en dise, remise en cause à l'occasion de ce congrès. Et il ne s'est pas trouvé un seul des 64 intervenants de toutes tendances qui se sont succédés à la tribune, dans la discussion sur le rapport moral, pour dénoncer cette déviation. Rien d'étonnant, dans ces conditions que les militants *Unité et Action* - proches de la C.G.T. et du P.C. - n'aient pas attaqué les "autonomes", les "apolitiques" dans les termes que nous leur connaissons depuis longtemps quant au refus de s'engager à côté des partis de gauche et des forces démocratiques du pays.

AUTOGESTION:

Le SNI n'a pas attendu son congrès de Pau pour manifester sa solidarité à l'égard des travailleurs de chez LIP.

Plus que l'aide financière, le déplacement à Besançon d'un secrétaire permanent et les contacts entretenus à cette occasion avec le Comité d'Entreprise LIP en sont l'illustration. Au moment du congrès, cela s'est traduit par la présence de 9 délégués du C.E. Lip, hébergés par le SNI et par la vente massive de montres (12 millions).

L'occasion était créée pour ouvrir un large débat sur l'autogestion. Le thème ne fut pourtant abordé que par le seul secrétaire général, personne n'ayant là encore, relevé les propos sur ce sujet. Pour André Ouliac, l'idée d'autogestion anime ceux *"qui ne faisant pas confiance à la démocratie classique"* veulent aller plus loin que l'expropriation capitaliste. Il s'agit, dit-il, *"d'une marche rapide vers la rénovation sociale... C'est une construction théorique, il reste à organiser l'action à mener sur tous les terrains, au cours d'une période de transition certainement longue, en vue de provoquer cette prise de conscience collective de la société actuelle, de faire émerger cette détermination de participation personnelle active de chacun à la vie de l'entreprise et de la cité".*

Le secrétaire général du SNI pense que cette conception ne peut prendre corps que si *"l'ensemble de la population a atteint un niveau culturel élevé"* étant *"bien évident qu'un niveau d'instruction et de formation insuffisant ne peut pas permettre d'éviter la bureaucratie"*. Il "conclut donc en affirmant le rôle pédagogique des organisations syndicales et plus particulièrement du SNI.

Pour notre part, contrairement à Ouliac, nous demeurons résolument hostiles à l'autogestion et à la planification démocratique de la C.F.D.T. et ne la confondons pas avec la "gestion ouvrière", les "soviets", les "conseils ouvriers" Nous ne faisons pas nôtres les paroles d'Ednond Maire pour qui l'auto-gestion *"est d'abord une dynamique: dynamique de la responsabilité et de l'association, le fait qu'ensemble on s'associe ... dynamique valable dès aujourd'hui".*

Le thème de l'autogestion méritant, on le voit, un autre débat que les seules déclarations du secrétaire général.

LAÏCITE:

S'il est un domaine où les positions du SNI sont bien connues et sont généralement justes, c'est ce qui touche à la laïcité. C'est donc avec surprise, que là encore nous avons discerné une évolution regrettable par rapport au langage traditionnel du SNI.

Pour Ouliac *"le colloque du CNAL de 1972 a marqué une date importante puisque nous y avons accueilli pour la première fois la Confédération Française Démocratique du Travail (C.F.D.T.)... La réponse des laïques et des démocrates unis au sein du CNAL ... a constitué en son temps et se veut pour l'avenir une contribution de valeur à l'unité des forces de gauche ... Il ne s'agit pour personne de ressusciter un anticléricalisme qui n'a plus cours, ce dont nous nous réjouissons ..."* et ceci semble-t-il *"dans notre souci de servir l'ensemble*

de la communauté nationale".

Au terme de cette brève analyse, que peut-on conclure? Sans nul doute que les Réformistes du SNI subissent la pression de la propagande déchaînée par les tenants de l'*Unité Populaire* en France, ceci avec l'aide des mass-media.

Parallèlement aux déclarations pour le moins curieuses d'Ouliac, il nous faut bien constater que Murangé, secrétaire de la F.E.N., défend, quant à lui, des positions plus traditionnellement réformistes.

Explicitant le refus de la F.E.N. de participer à la journée de grève du 11 octobre décidée par les autres fédérations de fonctionnaires, Ouliac se situe sur le plan de la morale écrivant dans son éditorial du 2 octobre: *"nous parlerons aujourd'hui de morale ... parce que notre lutte syndicale postule la loyauté qui doit être de mise entre partenaires sociaux voire entre adversaires".*

Murangé, lui, se situe sur le plan de l'indépendance syndicale. Commentant la *"petite phrase"* de Georges Séguy sur *"le développement des luttes ouvrières susceptibles de créer une situation propice aux changements politiques dans la légalité...".* Murangé est persuadé que cette petite phrase est trop bien balancée pour ne pas avoir été mûrement réfléchie et à partir de cette analyse, il reprécisa *"la vocation du mouvement syndical"* affirmant que *"la pratique de l'action syndicale contribue au développement de la prise de conscience de la nécessité des changements politiques qui conditionnent les transformations profondes de la société"*, il n'admet pas que certains fassent de cette contribution *"le seul"* ni même *"l'objectif prioritaire des luttes ouvrières"* puis à propos de l'affaire LIP, il dénonce *"le caractère exemplaire"* que certains ont voulu donné au conflit et les dangers à *"une généralisation et à une extrapolation sur le terrain politique".*

Du congrès du S.N.I, aux positions de la F.E.N., il y a des différences d'appréciation sérieuses corme on peut s'en rendre compte.

Claude MENET.

LA FRANCE N'EST PAS LE CHILI...

Au Chili, la chasse aux militants ouvriers se poursuit. Il est difficile d'évaluer le nombre des victimes, mais tout porte à croire qu'il est extrêmement élevé. La junte militaire poursuit l'extermination systématique des cadres syndicaux et politiques de la classe ouvrière chilienne. Voilà où a conduit la politique "d'unité populaire" si souvent citée en exemple par les tenants du "programme commun".

La bourgeoisie, elle, ne fait pas de cadeau et Allende a payé de sa vie sa capitulation politique. L'armée chilienne choyée et utilisée par le gouvernement d'unité populaire contre les ouvriers a joué son rôle jusqu'au bout: elle a liquidé Allende lui-même. Le courage physique qu'il a montré, en la circonstance, ne saurait faire oublier le prix de sa politique.

On ne saurait, non plus, oublier le rôle ignoble de la démocratie chrétienne qui a tout fait pour précipiter la chute du régime et après, dans un premier temps, s'être félicitée de la venue au pouvoir des militaires, commence déjà à verser (prudemment) des larmes de crocodile sur l'absence de démocratie(sic) du régime de la junte. Bien entendu, ce n'est pas ça qui ressuscitera les militants ouvriers assassinés avec la pieuse complicité des émules chiliens de nos démocrates chrétiens de la C.F.D.T. passés, il est vrai, du M.R.P. au nouveau Parti Socialiste et si fort admirés par les "anarcho-syndicalistes" de *"Solidarité Ouvrière".*

Devant cette situation, réformistes et staliniens proclament à l'envi, que *"la France n'est pas le Chili".* Bien sur, la France n'est pas le Chili et le Chili n'est pas l'Espagne!... Pourtant, en 1936, en Espagne, la politique d'entente à tout prix avec une fraction de la bourgeoisie et la reconstruction par le P.C. et le P.S. espagnol (grâce à la création de brigades internationales) de l'état bourgeois a finalement abouti à la dictature franquiste. En France même, il n'aura fallu que quatre années pour passer de Juin 36 à juin 40 du Front Populaire, Léon Blum, Thorez, Daladier à Hitler, Pétain.

C'est également en 1936 que les staliniens ont, en France, lancé la fameuse formule: *"je te tends la main mon frère catholique".* Quelques années plus tard, c'était la "révolution nationale" avec le concours

enthousiaste de toute la "gauche" catholique **(1)** de l'époque ... et la chasse aux militants communistes et socialistes! A presque quarante ans de distance, l'histoire se répète au Chili. Aujourd'hui même en France, on peut être assuré que les démocrates chrétiens camouflés au nouveau P.S. ou organisés à la C.F.D.T. auraient, en cas de crise révolutionnaire, le même comportement que leurs coreligionnaires espagnols ou chiliens ... quitte, bien entendu à reprendre leurs billes après coups comme le tente déjà la démocratie chrétienne au Chili, comme sont en train de la réussir les chrétiens en Espagne et comme ils l'ont si bien réussi, grâce à la complicité des staliniens et à la veulerie des réformistes en France en 1944!

Quoiqu'il en soit, les révolutionnaires se doivent de tirer les leçons des événements du Chili.

"Ceux qui font les révolutions à moitié ne font que creuser leur tombeau". L'enjeu de la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat est historiquement trop important pour, le moment venu, autoriser la moindre faute politique.

Il est clair que l'illusion savamment entretenue du passage au socialisme par les voies légales, est mortelle. Il ne suffira même pas de s'emparer des usines. Aussi longtemps que l'Etat reste debout, on nous les reprendra. Mieux, si comme avaient cru devoir le faire les anarchistes espagnols, on maintient l'état comme un cadre vide, on commet également une erreur mortelle. Tant que le cadre existe, l'état continue et à un moment ou à un autre, joue son rôle contre-révolutionnaire.

La révolution est chose trop sérieuse pour relever du folklore humaniste et petit-bourgeois.

Les travailleurs se constituent en classe par leurs organisations. La caractère "révolutionnaire" des organisations ouvrières ne se mesure pas au niveau de l'idéologie... tu causes! tu causes! mais au degré d'indépendance qu'elles sont capables de maintenir. Par exemple, le refus de la politique des revenus, de la planification démocratique, le refus de subordonner le mouvement syndical aux impératifs d'un programme de gouvernement, c'est-à-dire le refus de s'intégrer à la politique "d'union de la gauche" ou "d'unité populaire" sont révolutionnaires. Alors que les gesticulations auto-gestionnaires même appuyées sur la phrase gauche, la planification démocratique et le programme ccrnmun, conduisent, comme les travailleurs au Chili en font la tragique expérience, à la réaction la plus sanglante.

Alexandre HEBERT.

(1) Emmanuel Mounier en tête.

ON NOUS ÉCRIT: A PROPOS DE “ANARCHO-SYNDICALISME” N°5:

A l'article “les curés” j'ajoute qu'ils favorisent dans les établissements publics la non-création de postes d'animateurs socio-culturels soit sur un seul établissement soit sur toutes les boites publiques d'une ville (le' Conseiller d'Education m'apparait souvent comme un pis aller).

D'autre part, je me serais volontiers plus étalé dans l'article sur l'atroce histoire de Meudon et des gosses victimes du trône et de l'autel pas assez dissimulée.

D'autre part, il peut être permis de penser que dans de nombreuses boites confessionnelles, outre la sur-exploitation du personnel (par l'affectivité souvent) on arrive à constater que c'est le noyau laïc minoritaire, détenteur de "l'autorité" qui rend les curés plus réacs qu'ils ne devraient être..."

CORNIC (22)

CE QUE NOUS SOMMES...

Des camarades nous ont écrit demandant des renseignements sur “Anarcho-syndicalisme”, sur le groupe de Nantes également.

Nous pensons qu'un bref "historique" permettra à chacun d'y voir plus clair.

En 1961,création de l'Union des Anarcho-syndicalistes (UAS) sous l'impulsion des camarades nantais.

Un certain nombre de groupes se créent à Nantes, Bordeaux, Niort, dans la Sarthe ...

L'UAS est l'outil, le moyen d'organisation qu'ont choisi les anarcho-syndicalistes, pour organiser leur tendance dans la classe ouvrière et plus particulièrenent dans les syndicats.
Cette activité, pour être efficace, nécessite un minimum de coordination, donc d'organisation.
Les présents statuts ont pour objet d'organiser l'UAS sur une base fédérative.
Ils sont fondamentalement opposés à ceux des organisations centralisées traditionnelles, où dans le meilleur des cas, une majorité numérique décide des comportements des adhérents, quand ce n'est pas une minorité bureaucratique qui dicte sa loi.
Il faut comprendre d'autre part qu'ils ne s'appliquent pas à une organisation de masse regroupant différentes tendances du mouvement ouvrier, mais à l'organisation d'une minorité anarchiste dont l'objectif est davantage la précision de pensée, garantie d'efficacité, que l'unité équivoque d'un grand nombre.

Tel est le début des statuts de l'UAS; un bulletin est édité: "l'Anarcho-Syndicaliste".

Après 1968, avec la confusion gauchiste, on assiste petit à petit au sabordage de l'UAS en même temps que se crée, en 1970, l'ASRAS *(Alliance des Syndicalistes Révolutionnaires et Anarcho-Syndicalistes)* qui publie un journal: "Solidarité Ouvrière".

En 1971, le groupe anarcho-syndicaliste Fernand Pelloutier de Nantes décide d'adhérer à l'ASRAS.

Les Anarcho-syndicalistes nantais s'aperçoivent vite qu'un gouffre les sépare deS autres militants de l'ASRAS qui, comme à l'UAS après 1968, confondent gauchisme et anarcho-syndicalisme, avec cette différence, il est vrai, que la gauchisme de l'ASRAS est, lui, fortement teinté de CFDTisme!

Le groupe nantais quitte l'ASRAS et décide de publier un bulletin "Anarcho-Syndicalisme".

Les échecs de l'UAS et de l'ASRAS montrent à quel point il est difficile d'organiser les anarcho-syndicalistes. Pourtant, l’anarcho-syndicalisme est présent, à un état plus ou moins diffus, dans tout le syndicalisme français dont il a marqué les origines et ses idées ont un impact certain sur la classe ouvrière:

- à la C.G.T.F.O. (U.D.F.O. de Loire-Atlantique, Métaux F.O. de Bordeaux),

- à la F.E.N.: liste anarcho-syndicaliste pour les élections du SNI de Loire-Atlantique, également au SNES,

- à la C.G.T. le travail des anarcho-syndicalistes est assez difficile...

- à la CNT: région de Toulouse surtout.

Je ne cite pas la C.F.D.T., pourtant E. Maire se réclame aujourd'hui du syndicalisme anti-autoritaire, voire même de Fernand Pelloutier. L'autogestion de la C.F.D.T. n'a pourtant rien à voir avec la gestion directe des anarchistes *(Cf congrès de 1970: "Il ne s'agit pas d'instaurer une démocratie directe. Sans doute les options qui engagent la vie de l'entreprise doivent-elles être soumises à l'assemblée générale des travailleurs, mais pour le reste, c'est-à-dire la vie quotidienne de l'entreprise, les décisions resteront le fait d'un directeur, assisté d'un conseil de gestion émanant de cette assemblée générale...").* Cette autogestion a pour nous un nom: l'association Capital-Travail. Fernand Pelloutier n'est pas à confondre avec Léon XIII! Des "anarcho-syndicalistes" militent sans doute à la C.F.D.T., ils aident considérablement Edmond Maire.

Au cours des dix dernières années, le sens de notre combat a été de préserver face aux multiples attaques ce qui fait encore aujourd'hui la force du syndicalisme:

- le refus de toute intégration,
- refus du régime corporatiste proposé par De Gaulle,
- refus des contrats de progrès que nous ne confondons pas avec les conventions collectives,
- lors des dernières élections législatives, refus de voir le syndicalisme se lier à un contrat de législature.

Dans l'avenir, nous lutterons et nous avons déjà commencé à le faire, contre ce que les néo-socialistes appellent "l'autogestion" et qui n'est que la forme la plus poussée d'intégration syndicale.

Bernard BOLZER

REPONSE AU CAMARADE DENIGOT DES GSED(2):

“Nous avons reçu ta lettre avec plaisir, car elle nous semble ouvrir des possibilités de discussions. Nous ne partageons peut-être pas complètenent votre analyse des événements sociaux du passé.

Nous restons convaincus qu'une analyse profonde des phénomènes économiques, financiers, monétaires sont nécessaires à un éclairage plus profond des événements politiques.

Bien que certains d'entre nous connaissent le M.F.A. **(3)** même depuis que Jacques DUBOIN n'écrit plus guère dans la *"Grande Rélève"*, nous serions prêts à engager avec vous des débats qui seront profitables aux uns et aux autres: l'analyse économique et l'analyse politique ne peuvent aller l'une sans l'autre.

Claude ROUYER

Correspondance:

Bernard BOLZER - Ecole Jean Zay - Rue Yves Kartel - 44100 NANTES.

C.C.P.: n° 3780-61 NANTES

Abonnement simple: 10francs.
Abonnement de soutien: 20 francs et plus.

---

(2) *Groupements socialistes pour l’Economie distributive. (A.M.)*

(3) *Mouvement français pour l’Abondance. (A.M.)*